

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

COMPOSITION DU MINISTÈRE

Par décrets du :

21 mars 1940. — Sont nommés :

Président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères

M. Paul Reynaud, député.

Vice-président du conseil, ministre de la coordination

M. Camille Chautemps, sénateur.

Ministre de la défense nationale et de la guerre

M. Edouard Daladier, député.

Ministre de la marine militaire

M. César Campinchi, député.

Ministre de l'air

M. Laurent Eynac, sénateur.

Ministre de l'armement

M. Raoul Dantury.

Ministre du ravitaillement

M. Henri Queuille, sénateur.

Ministre de l'information

M. L.-O. Frossard, député.

Ministre des colonies

M. Georges Mandel, député.

Ministre du blocus

M. Georges Monnet, député.

Ministre de l'intérieur

M. Henri Roy, sénateur.

Garde des sceaux, ministre de la justice

M. Albert Sérrol, député.

Ministre des finances

M. Lucien Lamoureux, député.

Ministre de l'éducation nationale

M. Albert Sarraut, sénateur.

Ministre des travaux publics

M. Anatole de Monzie, député.

Ministre de l'agriculture

M. Paul Thellier, député.

Ministre du commerce et de l'industrie

M. Louis Rollin, député.

Ministre du travail

M. Charles Pomaret, député.

Ministre des anciens combattants et pensionnés

M. Albert Rivière, député.

Ministre de la marine marchande

M. Alphonse Rio, sénateur.

Ministre des postes, télégraphes, téléphones et des transmissions

M. Jules Julien, député.

Ministre de la santé publique

M. Marcel Héraud, député.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères

M. Champetier de Ribes, sénateur.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère de la coordination (Service des réfugiés)

M. Robert Schuman, député.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre

M. Hippolyte Ducos, député.

Sous-secrétaire d'Etat

au ministère de la marine militaire

M. Jean Le Cour Grandmaison, député.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'armement

M. François Blanchon, député.

Sous-secrétaire d'Etat aux fabrications de l'air

M. Meny.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'information

M. André Féryer, député.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur
M. Louis Jacquinot, député.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances
(Economie nationale)
M. René Hachette, sénateur.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances
M. Joseph Laniel, député.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics
M. Fabien Albertin, député.

Sous-secrétaire d'Etat au ministère du commerce
et de l'industrie
M. Amaury de La Grange, sénateur.

Sous-secrétaire d'Etat
au ministère de la marine marchande
M. Noël Pinelli, député.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 11 mai — Décret relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et en tous autres métaux communs, purs ou alliés). (*Arrêté de promulgation n° 170 du 2 avril 1940*). 238

1940

- 20 janvier — Décret portant mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et l'Espagne, conclu le 18 janvier 1940, suivi de l'instruction n° 5 du ministère des finances sur les modalités d'application du dit accord. (*Arrêté de promulgation n° 173 du 2 avril 1940*). 240
- 27 janvier — Décret relatif au fonctionnement des offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation. (*Arrêté de promulgation n° 175 du 2 avril 1940*). 240
- 27 février — Décret rejetant une délibération du conseil d'administration du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits étrangers. (*Arrêté de promulgation n° 176 du 2 avril 1940*). 240
- 9 mars — Décret portant modification du décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour sur la prohibition ou réglementation en temps de guerre de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or. (*Arrêté de promulgation n° 172 du 2 avril 1940*). 241
- 13 mars — Décret autorisant certains territoires à consentir des avances aux entreprises locales intéressant la défense nationale. (*Arrêté de promulgation n° 174 du 2 avril 1940*). 242

- 13 mars — Décret appliquant aux navires ayant leur port d'attache dans les colonies et territoires sous mandat le décret du 20 janvier 1940 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande. (*Arrêté de promulgation n° 177 du 2 avril 1940*). 242
- 14 mars — Décret approuvant certains budgets de l'exercice 1940 du territoire du Togo. (*Arrêté de promulgation n° 171 du 2 avril 1940*). 243
- 20 mars — Loi tendant à abroger, dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 pour cent sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées. (*Arrêté de promulgation n° 184 du 9 avril 1940*). 243

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

- 5 avril — N° 178 bis. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 159 du 11 mars 1933 fixant les modalités et le programme des examens et concours pour les emplois dans le cadre supérieur de la police du Togo. 244
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel. 244
- Divers 244

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

- Carte du combattant — Prorogation de validité 246
- Domaines. 246
- Bulletin météorologique 248

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Indication d'origine

ARRETE N° 170 promulguant au Togo le décret du 11 mai 1939 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et en tous autres métaux communs, purs ou alliés).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 27 février 1940 rejetant une délibération du conseil d'administration du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits étrangers, promulgué au Togo le 2 avril 1940;

Vu le décret du 11 mai 1939 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et en tous autres métaux communs, purs ou alliés);

Vu le radiotélégramme officiel n° 48 en date du 14 mars 1940 du Gouverneur général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 mai 1939 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et en tous autres métaux communs, purs ou alliés).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« Art. 1^{er} — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique sur le rapport du ministre du commerce ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« Art. 2 — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi »;

Vu la loi du 31 décembre 1936 (art. 15);

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle en date du 28 novembre 1938;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après :

a) Orfèvrerie d'argent, premier et deuxième titre (objets neufs seulement). (Ex. n° 495 A du tarif) ;

b) Orfèvrerie en métal doré et argenté (Ex. n° 496 du tarif) ;

c) Couverts en fer ou en acier (Ex. n° 568 A du tarif) ;

d) Cuillers et fourchettes de tous genres, d'une seule pièce (n° 569 C du tarif) ;

e) Articles d'orfèvrerie de cuivre (n° 573 A du tarif) ;

f) Orfèvrerie de table, d'ameublement, etc., etc., y compris la vaisselle et couverts de table, en étain (Ex. n° 577 du tarif) ;

g) Orfèvrerie de zinc pur ou allié, de table, d'ameublement, etc., y compris les timbales et objets analogues (n° 578 B du tarif) ;

h) Couverts de table en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés (n° 579 A du tarif) ;

i) Orfèvrerie de table, d'ameublement, d'ornement, de toilette, etc., vaisselle de table en nickel pur ou

allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés (n° 579 B du tarif) ;

j) Orfèvrerie de table, d'ameublement, de toilette, d'ornement, etc., vaisselle et couverts de table en aluminium ou en plaqué d'aluminium, y compris le bronze d'aluminium (n° 579 bis A du tarif).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Pour tous ces articles, l'indication d'origine sera inscrite dans la matière même, à l'aide d'un poinçon portant le nom du pays d'origine gravé sur une seule ligne; elle sera toujours apposée sur une partie visible et polie de l'objet terminé, la dimension et l'emplacement des lettres la rendant lisible; la profondeur de l'empreinte sera telle qu'elle ne puisse disparaître par un écrasement, une abrasion ou un polissage de la surface, ou tout autre procédé, sans déformer les lignes générales de la pièce ou détériorer ses ornements.

L'indication d'origine devra, en outre, satisfaire aux conditions suivantes, quant à son emplacement et à ses dimensions :

1° — *Couverts* (cuillers, fourchettes, louches, etc.) :

Longueur minima, 6 millimètres, hauteur minima des lettres 0 millimètre 8 pour les pièces de moins de 8 centimètres de longueur;

Longueur minima, 8 millimètres $\frac{1}{2}$, hauteur minima des lettres, 1 millimètre pour les pièces de plus de 8 centimètres de longueur;

L'application de la marque sur la tranche de la branche est interdite;

2° — *Manches de coutellerie* (en haut du manche) :

Longueur minima, 6 millimètres, hauteur minima des lettres, 0 millimètre 8;

L'indication sur les manches est indépendante de celle qui doit figurer sur les lames provenant de l'étranger;

3° — *Autres articles d'orfèvrerie* (à tout endroit apparent tel que le rebord, le fond ou la base des pièces ou dessous le fond pour les pièces comportant un couvercle mobile ou à charnière) :

Longueur minima, 8 millimètres $\frac{1}{2}$ pour les pièces de moins de 6 centimètres dans leur plus grande dimension, ou 10 millimètres pour les autres pièces;

Dans les deux cas, hauteur minima des lettres, 1 millimètre;

4° — *Cristaux et poteries montés*. — Pour les cristaux et poteries montés, l'indication d'origine, qui sera indépendante de celle qui doit figurer ou pourra être rendue obligatoire sur la partie gobeletterie de verre ou sur la partie céramique (porcelaine, faïences, etc.), aura les mêmes dimensions que pour les pièces d'orfèvrerie visées ci-dessus.

Pour les pièces d'orfèvrerie et les cristaux ou poteries montés, argentés ou dorés, l'indication d'origine devra être apposée au-dessous ou à côté du poinçon de maître ou de responsabilité du fabricant déjà obligatoire en vertu de l'article 14 de la loi du 19 brumaire an VI et des décrets et circulaires assimilant les pièces dorées ou argentées par les procédés électrochimiques aux ouvrages en doublé ou plaqué.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

Seront abrogés à partir de cette date de mise en application les décrets du 23 juin 1933, du 28 août 1935 et les dispositions du décret du 2 septembre 1933 relatives à l'orfèvrerie de fantaisie.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

ART. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,
Fernand GENTIN.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Conventions internationales

France — Espagne

ARRETE N° 173 promulguant au Togo le décret du 20 janvier 1940 portant mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et l'Espagne, conclu le 18 janvier 1940, suivi de l'instruction n° 5 du ministère des finances sur les modalités d'application dudit accord.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 20 janvier 1940 portant mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et l'Espagne, conclu le 18 janvier 1940;

Vu les dépêches ministérielles n°s 3.952 et 5.150 des 12 mars et 3 avril 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 janvier 1940 portant mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et l'Espagne, conclu le 18 janvier 1940, suivi de l'instruction n° 5 du ministère des finances sur les modalités d'application dudit accord.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte décret susvisé du 20 janvier 1940 au J. O. R. F. du 21 janvier 1940 — pages 606 et suivantes).

(Voir texte instruction n° 5 précitée au J. O. R. F. du 28 mars 1940 — page 2266).

Offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation

ARRETE N° 175 promulguant au Togo le décret du 27 janvier 1940 relatif au fonctionnement des offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 24 novembre 1937 déterminant la composition, l'organisation, le fonctionnement et le régime financier des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, promulgué au Togo le 8 janvier 1938;

Vu le décret du 27 janvier 1940 relatif au fonctionnement des offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation;

Vu la dépêche ministérielle n° C. 1.428 en date du 22 février 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 janvier 1940 relatif au fonctionnement des offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret susvisé du 27 janvier 1940 au J. O. R. F. du 1^{er} février 1940 — page 859).

Indication d'origine

ARRETE N° 176 promulguant au Togo le décret du 27 février 1940 rejetant une délibération du conseil d'administration du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits étrangers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 27 février 1940 rejetant une délibération du conseil d'administration du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits étrangers;

Vu le radiotélégramme officiel n° 48 en date du 14 mars 1940 du Gouverneur général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 février 1940 rejetant une délibération du conseil d'administration du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits étrangers.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier des colonies, ensemble le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de cette loi;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers;

Vu le décret du 11 mai 1939 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et en tous autres métaux communs, purs ou alliés);

Vu la délibération en date du 18 novembre 1939 du conseil d'administration du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, publiée sous forme d'avis au *Journal officiel* de la République française du 13 janvier 1940, tendant à la non application dans ce territoire du décret du 11 mai 1939 précité;

Vu les avis du ministre de l'agriculture, du ministre du commerce et du ministre des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rejetée la délibération susvisée du conseil d'administration du territoire du Togo en date du 18 novembre 1939 demandant la non application, dans ce territoire, du décret du 11 mai 1939, relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers : couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et en tous autres métaux communs, purs ou alliés.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

(Voir délibération du conseil d'administration du 18 novembre 1939 au *J. O. Togo* du 1^{er} mars 1940 — page 164).

Exportation des capitaux — Opérations de change — Commerce de l'or

ARRETE N° 172 promulguant au Togo le décret du 9 mars 1940 portant modification du décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour sur la prohibition ou réglementation en temps de guerre de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés inter-ministériels du 9 septembre 1939, relatifs à la prohibition ou à la réglementation en temps de guerre dans les colonies et territoires africains sous mandat de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or, promulgués au Togo le 25 septembre 1939;

Vu le décret du 9 mars 1940 portant modification du décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour sur la prohibition ou la réglementation en temps de guerre de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 mars 1940 portant modification du décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour sur la prohibition ou la réglementation en temps de guerre de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1940.

L. MONTAGNÉ

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décret du 20 janvier 1940;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français le décret du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décret du 20 janvier 1940;

Vu le décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décret du 29 novembre 1939;

Vu le décret du 20 janvier 1940 rendant applicables aux colonies et territoires africains sous mandat français les dispositions du décret du même jour modifiant certaines dispositions du décret du 9 septembre 1939;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'alinéa 2° de l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« 2° — Le fait de laisser en dehors de la France, des colonies et des territoires africains sous mandat ou de conserver en devises ou monnaies étrangères tout ou partie du produit de l'exportation des marchandises ou de la rémunération de services, ainsi que tout ou partie de tous produits ou revenus à l'étranger ».

ART. 2. — Les dispositions de l'alinéa 2° de l'article 6 du décret précité sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« 2° — S'il s'agit de personnes résidant dans la colonie ou le territoire africain sous mandat, sur

présentation de leur passeport, visé, s'il y a lieu, par l'autorité compétente, et dans la mesure où les demandes présentées sont compatibles avec leur situation personnelle, sans que, toutefois, les montants autorisés puissent dépasser 25.000 francs par personne au départ. Elles peuvent, en cas de séjour prolongé et sous réserve des mêmes justifications, être autorisées à recevoir ultérieurement des sommes supplémentaires, sans que celles-ci puissent dépasser :

« a) 20.000 francs par mois de séjour dans les pays de monnaie sterling : sont considérés comme tels, pour l'application de la présente disposition, les pays de l'empire britannique (à l'exception du Canada, de Terre-Neuve et de Hong-Kong), l'Egypte, le Soudan anglo-égyptien et l'Irak;

« b) 10.000 francs par mois de séjour dans les autres pays étrangers.

« Pour toutes sommes supérieures, une décision du ministre des colonies est nécessaire ».

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Défense nationale

ARRETE N° 174 promulguant au Togo le décret du 13 mars 1940 autorisant certains territoires à consentir des avances aux entreprises locales intéressant la défense nationale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 13 mars 1940 autorisant certains territoires à consentir des avances aux entreprises locales intéressant la défense nationale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 mars 1940 autorisant certains territoires à consentir des avances aux entreprises locales intéressant la défense nationale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte décret susvisé du 13 mars 1940 au J. O. R. F. du 17 mars 1940 — page 1980).

Code disciplinaire et pénal de la marine marchande

ARRETE N° 177 promulguant au Togo le décret du 13 mars 1940 appliquant aux navires ayant leur port d'attache dans les colonies et territoires sous mandat le décret du 20 janvier 1940 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies et territoires sous mandat les dispositions de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, promulgué au Togo le 22 novembre 1929;

Vu le décret du 13 mars 1940 appliquant aux navires ayant leur port d'attache dans les colonies et territoires sous mandat le décret du 20 janvier 1940 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 mars 1940 appliquant aux navires ayant leur port d'attache dans les colonies et territoires sous mandat le décret du 20 janvier 1940 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 21 décembre 1911 sur la marine marchande dans les colonies françaises et les pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie;

Vu la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies et les territoires sous mandat les dispositions de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

Vu le décret du 20 janvier 1940 modifiant la loi du 17 décembre 1926;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de la marine marchande;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 20 janvier 1940 modifiant la loi du 17 décembre 1926 est rendu applicable aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies françaises et les territoires sous mandat.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et du ministère de la marine marchande.

Fait à Paris, le 13 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine marchande,

A. RIO.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

(Voir texte décret du 20 janvier 1940 au J. O. R. F. du 6 février 1940 — page 970).

Budgets

ARRETE N° 171 promulguant au Togo le décret du 14 mars 1940 approuvant certains budgets de l'exercice 1940 du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 14 mars 1940 approuvant les budgets de l'exercice 1940 du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 mars 1940 approuvant pour l'exercice 1940 :

- 1° — Le budget local du Togo;
- 2° — Le budget sur fonds d'emprunt du Togo;
- 3° — Le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des Nations, en exécution des articles 28 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés :

1° — Le budget local du Togo pour l'exercice 1940 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 49.610.000 francs;

2° — Le budget sur fonds d'emprunt du Togo pour l'exercice 1940 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 124.000 francs;

3° — Le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1940 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 16.652.000 francs.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

(Voir arrêté n° 696 en date du 25 décembre 1939 du Commissaire de la République rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1940 au *Journal officiel* du Togo du 1^{er} janvier 1940 — page 41).

Baux et locations

ARRETE N° 184 promulguant au Togo la loi du 20 mars 1940 tendant à abroger, dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 p. 100 sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 21 août 1935;

Vu le décret du 21 septembre 1935 portant réduction de 10 p. 100 du montant, des intérêts de certaines créances privilégiées dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 21 octobre 1935;

Vu le décret du 23 octobre 1935 portant réduction dans diverses colonies de 10 p. 100 du montant du prix des baux à ferme, promulgué au Togo le 20 novembre 1935;

Vu le décret du 30 octobre 1935 réduisant, dans diverses colonies, de 10 p. 100 les loyers des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, promulgué au Togo le 6 décembre 1935;

Vu la loi du 20 mars 1940 tendant à abroger, dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 p. 100 sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées;

Vu le radiotélégramme ministériel n° C. 36 du 23 mars 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 20 mars 1940 tendant à abroger, dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 pour cent sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les décrets-lois ci-après sont
abrogés :

1^o — Décret du 8 août 1935 portant réduction de
10 p. 100 des loyers et du montant des intérêts des
dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats
et territoires sous mandat relevant du ministère des
colonies;

2^o — Décret du 21 septembre 1935 portant réduction
de 10 p. 100 du montant des intérêts de certaines
dettes privilégiées dans les colonies, protectorats et
territoires sous mandat relevant du ministère des
colonies;

3^o — Décret du 23 octobre 1935 portant réduction,
dans diverses colonies, de 10 pour 100 du montant du
prix des baux à ferme;

4^o — Décret du 30 octobre 1935 portant réduction,
dans diverses colonies, de 10 p. 100 des loyers des
locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

ART. 2. — Cette abrogation prendra effet, dans
chaque territoire, à compter du jour où la présente loi
y sera promulguée.

ART. 3. — La présente loi sera publiée au *Journal
officiel* de la République française et aux journaux
officiels des territoires relevant du ministère des
colonies, autres que les Antilles, la Réunion et la
Guyane française.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat
et par la chambre des députés, sera exécutée comme
loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Cadre supérieur de la police du Togo

ARRETE N° 178 bis modifiant l'arrêté n° 159 du
11 mars 1933 fixant les modalités et le programme
des examens et concours pour les emplois dans
le cadre supérieur de la police du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction
des dépenses administratives du Togo, modifié par celui
du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 159 du 11 mars 1933 fixant les modalités
et le programme des examens et concours pour les emplois
dans le cadre supérieur de la police du Togo;

Vu le rapport en date du 28 mars 1940 du chef du cabinet
du Commissaire de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 159 du 11 mars
1933 susvisé est modifié comme suit :

Art. 3. — « La commission de correction est compo-
sée de la façon suivante :

a) — Pour l'emploi de commissaire :

Le Procureur de la République	Président
Le chef du bureau des affaires politiques,	} Membres
L'inspecteur de l'enseignement,	
Le directeur du service de la sûreté et police,	
Le chef du bureau du personnel.	

b) — Pour les autres emplois :

Le chef du cabinet du Commissaire de la République	Président
Un administrateur des colonies,	} Membres
Le directeur du service de la sûreté et police,	
Le chef du bureau du personnel.	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, commu-
nique et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 avril 1940.

L. MONTAGNÉ

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectation

Par décision du :

5 avril 1940. — M. Wallon Gaston, agent comptable
de 1^{re} classe du cadre local du chemin de fer du
Togo, est nommé comptable gestionnaire du magasin
des approvisionnements généraux du service des trans-
ports, en remplacement de M. Pinelli Roch, agent
comptable de 1^{re} classe du cadre local du chemin de
fer du Togo, en instance de rapatriement.

M. Wallon Gaston aura droit aux indemnités de
responsabilité prévues par les règlements.

PERSONNEL INDIGENE

Révocation

Par arrêté n° 180 du :

5 avril 1940. — Le mécanicien-conducteur de 4^e cl.
Azoumia Pierre, en service au cercle du Nord, est
révoqué de son emploi pour fautes graves dans le
service.

DIVERS

Affaires courantes

Par arrêté n° 181 du :

5 avril 1940. — M. Foursaud, administrateur de
2^e classe des colonies, est chargé de l'expédition des
affaires courantes durant l'absence du Commissaire
de la République, en tournée du 6 au 15 avril 1940.

Ordonnateur délégué

Par arrêté n° 182 du :

5 avril 1940. — M. Roche, administrateur des colonies, est délégué pour la signature des pièces comptables du budget local durant l'absence du Commissaire de la République, en tournée du 6 au 15 avril 1940.

Ecole médecine de Dakar

Par décision n° 159 du :

4 avril 1940. — Un concours d'entrée pour trois places à l'école de médecine de Dakar (section sages-femmes) aura lieu à Lomé les 21 et 22 juin 1940.

Les candidates, qui devront être originaires du Togo et avoir fait leurs études dans une des écoles du Territoire, constitueront le dossier prévu à l'arrêté n° 592 E. du 23 mars 1934 (J. O. A. O. F. 1934, page 239).

La liste d'inscription des candidates sera close le 30 avril 1940.

Rôles

Par arrêté n° 183 du :

9 avril 1940. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de cent huit mille sept cent quatre vingt onze francs vingt-cinq centimes.

N° des Rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Rôles supplémentaires — Exercice 1939</i>				
330	Sokodé	Impôt sur la population flottante	210,—	1.497,—
331	Sub. Bassari	Taxe sur armes de traite	632,—	
332	—	Taxe sur véhicules	15,—	
333	—	Patentes	640,—	
334	Sokodé	Patentes	617,50	652,50
335	Sub. Lama-kara	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	
336	—	Taxe sur véhicules	15,—	80,—
337	Klouto	Impôt personnel indigène catégorie supérieure 60,— Rachat des prestations 20,—	80,—	
TOTAL				2.229,50
<i>Rôles primitifs et supplémentaires — Exercice 1940</i>				
50	Tsévié	Impôt personnel indigène catégorie sup. 15.570,— Rachat des prestations 3.770,—	19.340,—	19.908,—
51	—	Impôt personnel et taxe additionnelle 488,— Rachat des prestations 80,—	568,—	
52	Anécho	Impôt personnel et taxe additionnelle 8.534,25 Rachat des prestations 1.040,—	9.574,25	65.654,80
53	—	Impôt personnel et taxe additionnelle 1.110,— Rachat des prestations 120,—	1.230,—	
54	—	Impôt personnel indigène catégorie sup. 31.160,— Rachat des prestations 6.660,—	37.820,—	5.515,—
55	—	Impôt sur immeubles bâtis (indigènes)	5.224,60	
56	—	Impôt sur immeubles non bâtis (indigènes)	10.473,75	700,—
57	—	Impôt sur immeubles bâtis (européens)	1.332,20	
58	Sokodé	Licences	700,—	4.815,—
59	Sub. Lama-kara	Patentes	4.815,—	
60	Sans. Mango	Impôt sur immeubles bâtis européens	224,—	1.059,25
61	—	Impôt sur immeubles non bâtis indigènes	1.059,25	
62	—	Impôt sur immeubles non bâtis européens	7,50	718,20
63	—	Impôt sur immeubles bâtis indigènes	718,20	
64	—	Impôt personnel indigène catégorie sup. 10.740,— Rachat des prestations 2.435,— Armes perfectionnées 300,—	13.475,—	15.483,95
Exercice 1940				106.561,75
Exercice 1939				2.229,50
TOTAL GÉNÉRAL				108.791,25

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 1^{er} avril 1940.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

Par décision n° 169 du :

9 avril 1940. — M. de Guise Robert, adjoint de 1^{re} classe des services civils des colonies, est nommé secrétaire-trésorier du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, en remplacement de M. Milleliri, adjoint principal de 3^e classe des services civils des colonies.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Carte du combattant — Prorogation de validité**

A une demande de renouvellement de carte du combattant le président de l'office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation en A. O. F. à Dakar fait connaître que, par arrêtés des 2 juin 1938 et 24 mai 1939 du ministère des anciens combattants et pensionnés, les cartes de combattant ayant plus de 5 ans de date au 1^{er} août 1938 demeureront à titre exceptionnel, valables jusqu'au 31 juillet 1940 (voir J. O. R. F. du 5 juin 1938 — page 6381 et J. O. A. O. F. du 29 juillet 1939 — page 963).

NOTA : — En ce qui concerne l'office colonial de l'A. O. F. les cartes visées par les arrêtés ci-dessus, portent les nos 4519 à 7291 inclus.

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1122, déposée le 27 mars 1940, le sieur Michel Komashie, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 43 ares 28 centiares, situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Kodjo Akligo, au sud et à l'est par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain aux nommés Messawussu et Godo Koko.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1123, déposée le 15 avril 1940, le sieur Franz Risch, profession de commerçant-planteur, demeurant à Keta (Gold-Coast) et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain ayant la forme

d'un quadrilatère irrégulier, portant des cases en ruine, d'une contenance totale de 1 are 95 centiares, situé à Lomé, quartier n° 2, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Edoh Donyoh, à l'est par terrain à Robert Adjameh — T. F. 11 de Lomé — au sud par la Mission Catholique — T. F. 354 de Lomé — à l'ouest par la rue Thiers.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 10 juin 1940 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti, en forme d'un rectangle, d'une contenance de 1 are 77 centiares, et borné au nord par terrain à Henry Agbobly, T. F. 184, à l'est par la rue René Caillé, au sud par la rue de la Somme, à l'ouest par terrain à Ayayi Aminu, T. F. 258 de Lomé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Francis Gabiam Agegee, propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en qualité de co-propriétaire et mandataire en même temps, suivant réquisition du 27 février 1940, n° 1116.

Le lundi 10 juin 1940 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 14 ares 08 centiares, et borné au nord et à l'est par terrain à Michel Komashie, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain aux consorts Ketowu, Besu, T. F. 679 de Lomé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Messawussu Moïse, commis d'administration, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel, suivant réquisition du 1^{er} mars 1940, n° 1117.

Le mardi 11 juin 1940 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain bâti, portant une maison à étage en briques cuites en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 92 centiares, et borné au nord par terrain à Augustino de Souza, à l'est par terrain à Agedji, au sud par la rue du Lt. Colonel Maroix, à l'ouest par un passage le séparant de la propriété à Augustino de Souza, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Maria Ayaba, profession de revendeuse domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 12 mars 1940, n° 1118.

Le mardi onze juin 1940 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares 53 centiares et borné au nord par la rue des Alliés, à l'est par le

prolongement de la rue du Dahomey, au sud par terrain à Dionys Lawson — T. F. 454 de Lomé — à l'ouest par terrain à G. de Lima et Simon Afutu dont l'immatriculation a été demandée par la dame Florencia Dedevi Gaba, profession de revendeuse domiciliée à Anécho, agissant en son nom personnel, suivant réquisition du 13 mars 1940, n° 1119.

Le mercredi douze juin 1940 à huit heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, sur lequel est édiflée une maison

à étage en briques cuites en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 50 centiares et borné au nord par terrain au requérant, à l'est par terrains aux héritiers W. F. Mensah, au sud par la rue du Lt. Thompson; à l'ouest par terrain à John Holt — T. F. 75 de Lomé — dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Théophile Wilson Tamakloe, profession de planteur et propriétaire, domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 13 mars 1940, n° 1120.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.

Février 1940

BULLETIN
PLUVIO

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATTIGON	TABLIGBO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALIMÉ	KLOUTO	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NOATJA	ANLAMÉ
1																	
2																	
3																	
4																	
5																	
6																	
7												5,5		24,4			
8													8,2		8,5		
9																	
10																	
11													2,4				
12	G																
13																	
14							1,5										
15					1,0			3,5		8,8		4,0	9,3	1,3			
16								5,3				G			25,1		
17										24,0							
18																	
19																	
20																	
21					7,0	3,0		7,5					7,8				
22																	
23				5,2	3,0		21,5						10,7	1,6			
24																	
25		68,1			8,0						57,0	31,0	29,6	15,0	21,8	7,0	22,0
26	26,1		3,2	5,1		1,0							11,5			1,0	
27								14,0			52,1	13,0	12,3		45,2		
28													7,4				0,8
29													6,5				
TOTAL	26,1	68,1	3,2	10,3	19,0	4,0	23,0	30,3	0,0	32,8	109,1	53,5	105,7	42,3	100,6	8,0	22,8
Hauteur d'eau depuis le 1 ^{er} janv. 1940	34,0	94,5	8,5	17,8	43,0	45,5	30,2	103,0	32,8	143,5	216,2	80,9	185,5	68,2	225,0	58,2	37,0

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

MÉTÉOROLOGIQUE

METRIE ⁽⁸⁾

Février 1940

ATAKAMÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMHA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
																1
																2
																3
																4
																5
																6
																7
																8
																9
																10
																11
																12
																13
																14
																15
		0,4														16
																17
																18
																19
																20
																21
																22
																23
		17,5	19,5							0,4						24
4,2	45,0	10,9	15,6	28,0	24,7		10,0	2,5				G			G	25
		5,6				0,3										26
6,9																27
													3,8			28
															G	29
11,1	15,0	34,4	35,1	28,0	24,7	0,3	10,0	2,5	0,0	0,4	0,0	G	3,8	0,0	G	TOTAL
24,5	53,3	105,8	120,1	98,	30,7	1,0	28,7	15,0	0,0	13,0	0,2	5,5	7,2	5,5	G	Hauteur d'eau de puis Janv. 1940

Climatologie ⁽¹⁾

FÉVRIER 1940

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			KLOUTO			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries
1	10,1	26,4	84	94,3	28,5	71	72,6	25,5	64	84,3	26,5	78	61,7	26,4	67	64,9	30,7		24,4	25,2	44	63,7	27,1	23	93,8	29,5	77
2	11,5	20,0	89	94,7	28,6	71	72,9	29,4	86	84,6	27,3	70	62,2	27,0	70	65,0	27,6		25,6	26,2	24	64,4	27,8	29	94,3	27,1	10
3	11,8	26,8	86	95,0	27,2	67	72,7	28,7	89	85,0	26,9	73	63,1	26,0	75	65,8	28,1		25,3	26,0	41	64,3	29,0	31	94,3	29,7	12
4	10,3	26,6	85	94,2	28,7	79	72,1	28,6	64	84,1	26,2	85	62,7	25,5	80	64,5	27,6		24,1	26,4	32	63,0	29,1	28	92,9	30,2	13
5	09,9	27,1	86	93,3	29,1	73	71,9	30,0	51	83,4	27,3	70	61,7	26,5	66	64,1	27,7	61	23,5	25,5	46	62,6	27,8	30	92,3	30,5	30
6	10,2	27,0	84	92,0	29,3	74	71,7	29,8	50	83,2	27,2	72	61,3	26,7	74	64,1	28,7	59	23,5	25,6	59	61,9	27,0	54	92,7	28,5	49
7	09,9	27,2	87	93,0	30,0	68	70,9	29,7	57	82,7	26,2	83	60,7	26,5	82	64,4	29,2	46	23,1	25,8	36	63,4	28,6	36	93,0	28,2	7
8	08,5	27,4	86	92,5	29,7	55	71,1	29,0	24	82,3	26,8	73	60,2	27,5	58	63,0	28,2	41	23,2	25,3	8	63,0	27,2	11	92,9	28,2	5
9	08,5	27,7	86	92,2	29,4	57	70,7	27,6	21	82,3	26,0	73	60,3	27,4	40	64,1	29,9	12	22,9	26,1	5	62,5	27,4	12	92,3	26,9	5
10	08,7	27,4	84	91,0	29,4	61	72,5	28,5	54	82,1	26,2	69	60,5	26,7	76	63,5	26,0	30	23,7	24,7	12	62,5	26,6	17	92,3	26,1	10
11	08,9	27,4	74	92,1	29,9	67	69,1	29,2	51	82,1	27,0	70	60,7	26,5	72	63,5	27,4	48	23,6	25,0	26	62,6	27,2	20	92,3	27,3	11
12	09,0	27,6	84	92,9	29,1	68	71,0	29,5	51	82,5	27,5	73		27,6	58	64,6	29,1	36	23,0	26,0	16	63,1	28,0	18	92,3	29,0	9
13	10,1	27,7	86	93,3	31,0	67	72,1	30,1	30	82,6	28,1	73	61,0			65,1	28,7	37	23,9	26,7	12	62,6	29,7	14	91,9	29,9	13
14	06,3	28,1	85	92,5	31,0	69	70,2	30,0	40	82,5	28,7	76	60,9	28,2		64,3	29,0	63	23,5	27,1	33	61,0	28,6	47	91,3	28,2	31
15	08,7	27,8	84	90,9	29,7	72	70,3	29,7	55	82,6	28,4	75	60,3	27,5	78	63,8	30,1	39	22,5	26,8	53	61,1	29,5	51	90,7	29,2	28
16		27,1	86	92,7	29,9	70	70,1	29,5	55	82,6	26,5	71	61,7	26,5	79	64,7	29,3	46	23,6	26,6	50	62,1	28,5	37	91,1	30,9	26
17	11,1	27,9	86	93,9	31,0	71	71,4	30,6	51	84,2	28,0	79	62,3	27,4	73	65,0	29,5	42	21,6	27,9	25	64,2	29,2	27	92,1	29,1	32
18	10,5	28,0	80	92,9	30,8	78	71,0	31,0	52	83,1	28,2	77	62,1	28,3	69	63,5	29,6	39	23,6	28,1	28	63,1	28,8		92,2	30,1	13
19	09,8	27,6	84	92,5	31,1	60	71,1	30,7	51	83,8	29,1	76	61,0	28,4		64,2	30,1	57	23,2	26,5	44	61,0	29,5	35	90,4	30,0	10
20	09,8	28,3	84	92,5	31,2	74	70,7	30,8	63	82,7	28,8	69	60,7	27,6	72	64,3	29,9	59	23,6	27,0	50	62,2	30,0	41	90,4	30,5	21
21	09,4	28,2	85	92,9	30,9	74	70,0	30,5	60	82,0	29,4	63	59,9	28,0	73	63,0	30,6	58	23,9	28,0	49	62,2	30,2	35	90,7	30,1	14
22	09,1	28,8	82	90,7	30,6	65	69,4	30,8	62	82,5	29,2	68	59,5	27,9	70	63,5	30,2	61	23,2	27,0	53	61,7	29,0	44	91,1	29,8	44
23	08,1	28,8	83	91,5	31,4	69	69,5	30,1	58	81,5	28,7	67	59,9	27,0	77	61,8	30,5	44	21,7	28,2	17	60,5	30,0	26	91,1	31,0	16
24	07,9	27,8	77	91,8	29,7	60	69,7	31,0	53	81,1	29,3	73	59,0	27,3	73	61,5	29,5	75	22,0	26,8	69	60,5	28,5	52	90,2	29,0	51
25	09,1	30,0	83	92,7	31,3	68	70,6	30,7	70	82,5	29,9	77	60,2	27,8		63,0	30,6	77	22,9	26,0	60	60,2	30,5	48	90,7	31,2	49
26	09,9	27,0	76	93,1		61	70,7	29,8	54	82,6	28,0	79	61,4	25,8	71	64,7	30,7	65	23,9	25,6	85	62,1	28,5	49	92,3	31,2	38
27	09,1	27,2	79	92,6	29,9	80	70,6	30,2	78	82,2	28,0	89	60,7	26,7	82	63,3	29,0	44	22,9	28,5	18	61,3	30,0	51	91,4	30,8	12
28	08,6	27,4	82	91,2	30,3	70	70,5	29,3	55	82,2	28,0	79	60,5	27,0	76	62,0	29,7	59	22,9	27,5	61	60,6	29,6	49	90,9	29,8	24
29	08,5	27,7	81	92,8	30,8	66	70,5	29,6	50	81,9	27,7	67	60,1	27,0	68	61,0	30,4	56	22,0	28,1	83	60,1	28,2	45	90,2	32,0	38
Moy	09,4	27,6	83	92,7	30,0	69	71,0	29,6	54	82,7	27,8	74	61,0	27,2	71	63,9	29,3	50	23,3	26,5	36	62,2	28,6	33	91,8	30,5	21

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.